

Short Notes

Vincerò

CATALINA MAROSELLI MATTEOLI

Avocat et auteur

Abstrait. La crise sanitaire actuelle nous porte à reconsidérer la situation de nos territoires, et de certains petits territoires insulaires enfermés dans la dépendance économique à l'égard de l'extérieur, notamment. Aussi, le cas de la Corse est-il particulier sans l'être. Car il s'agit pour nous tous de reconstruire des bases de vie acceptables à partir de la mémoire des lieux et pour les gens du lieu. Et en se situant à l'échelle locale, faire de la valorisation des ressources naturelles une priorité. C'est de l'idée d'autosuffisance non seulement alimentaire, de résilience, qu'émergeront peut-être de nouvelles manières d'être et de vivre, au cœur même de notre civilisation méditerranéenne.

Mots clés: Corse, crise sanitaire, Méditerranée, mémoire des lieux, ressources naturelles.

Riassunto. La crisi sanitaria attuale ci spinge a riconsiderare la situazione dei nostri territori, e di alcuni piccoli territori insulari rinchiusi nella dipendenza economica rispetto all'esterno, in particolare. Anche, nel caso della Corsica, poiché si tratta per noi tutti di ricostruire delle basi di vita accettabili dalla memoria dei luoghi e per la gente del luogo. E fare della valorizzazione delle risorse naturali una priorità, posizionandosi su scala locale. È dall'idea di autosufficienza non soltanto alimentare, di resilienza, che emergeranno forse dei nuovi modi di essere e di vivere, al centro stesso della nostra civiltà mediterranea.

Parole chiave: Corsica, crisi sanitaria, Mediterraneo, memoria dei luoghi, risorse naturali.

Avec la voix inoubliable de Luciano Pavarotti, l'air sublime *Nessun Dorma* de l'opéra *Turandot* de Puccini résonne avec une poignante gravité. Et plus encore au rappel du puissant final. Le galvanisant *All'alba Vincerò* qui, en toute certitude, est de l'ordre du présent et du futur. Au-delà de la catastrophe sanitaire du Covid-19, inquiets de bouleversements socio-économiques brutaux, nos esprits étourdis s'interrogent sur l'issue finale. Ce n'est pas faute par les scientifiques, économistes, climatologues d'avoir joué les lanceurs d'alerte. Pour se référer au premier document qui apporte de la visibilité, il faut remonter au fameux rapport Meadows, établi en 1972, où s'esquisse le concept de développement durable. Le très célèbre Club de Rome en avait confié la mission à un couple d'éminents chercheurs américains de ce nom. Avec quelques décennies d'avance, le rapport Meadows

avait circonscrit les limites à la croissance. Tout y est déjà d'une actualité qui fait notre ordinaire.

Par la suite, ce travail fut largement relayé par d'éminents spécialistes qui se sont exhortés à fustiger les dérives systémiques du modèle économique mondial. Conscients qu'il en découlerait des risques de catastrophes plus ou moins imminents : d'ordre sanitaire, climatique ou écologique d'ailleurs. Rien n'y fit pour parvenir à restabiliser une planète désorientée. En ignorant les mises en garde, l'humanité a facilement succombé au chant des sirènes de la croissance. Au nom de quoi, on a pu tout justifier. Et plus encore le fait de distiller les poisons délétères de la surconsommation, modélisée pour des temps faussement suaves. Toutefois, à l'occasion de l'actualisation de son rapport 40 ans plus tard, en 2012 donc, Dennis Meadows avait déjà prévenu : il est trop tard pour le développement durable. C'est le temps de la résilience.

Effondrement de civilisation pour les collapsologues, crise mondiale sans précédent pour d'autres avec un retour aux modes de vie des années 60, annonce-t-on, sans parler de la malédiction divine qu'évoquent certains croyants. Toujours est-il que le monde sortira transformé de cette pandémie, considérée comme la première en date d'une série de catastrophes. Aussi sommes-nous tentés de rappeler ce proverbe si expressif de la vieille sagesse corse : *ùn cè hè un mali, induva un nasce un bè*. Et sans doute fallait-il un électrochoc de ce type pour ébranler à la vitesse de l'éclair, dans nos sociétés européennes du moins, les certitudes teintées d'arrogance qui avaient fini par imprégner nos mentalités collectives.

Dans les dernières décennies, nos sociétés industrielles ont vécu dans l'illusion d'une abondance sans bornes, au point de confondre nécessaire et superflu, en y sacrifiant tout, et plus encore les équilibres naturels. Au bout du compte, l'effet d'égarement a débouché sur un leurre, dont le monde occidental est en partie victime. Pour avoir confondu le système actuel de bien-être et de droits toujours plus extensibles d'ailleurs, avec un acquis de civilisation. Cependant, vu sous l'éclairage de l'histoire humaine, il n'avait qu'une portée relative et en aucun cas absolue.

Si d'aucuns ressentent la pandémie comme une leçon d'humilité, c'est qu'elle nous renvoie inévitablement face à nous-mêmes. Seuls plus que jamais, et comme aux temps bibliques, avec la conscience aiguë de notre vulnérabilité. Même s'il est tardif, ce violent coup de semonce souligne la part d'impondérable de notre condition qui, finalement, aura eu raison de notre superbe.

1. Modes de vie plus soutenables et ferveur localiste

De toute évidence, les credo idéologiques ont fait leur temps. Ce qui a été ne sera plus. Aucun pays, aucun Etat, aussi providentiel fut-il, ne sera en mesure de financer le niveau de bien-être antérieur. Au vu de la situation du monde, nolens volens, il s'agit de relever le défi de l'essentiel, au regard des valeurs et des besoins pour affronter les difficultés que nous réservent les années à venir. Et avec force bon sens, de penser d'ores et déjà le fait d'avoir l'essentiel pour vivre voire même d'y trouver du bonheur comme un grand privilège.

Changer le modèle global sera l'œuvre de deux générations au moins, se détacher des schémas actuels pour instaurer des modes de vie plus soutenables tient pour partie de notre responsabilité et de nos choix individuels. Des politiques publiques aussi judicieu-

sement orientées soient-elles ne seront plus à même de tout résoudre. Si nous n'y participons pas, si nous ne les soutenons pas activement, si nous ne les complétons pas de notre réflexion et de notre exemple. Pour franchir la première étape d'un sursaut salvateur, il s'agirait donc prendre du recul avec le système en place de standardisation des besoins et des mentalités.

Vu des grands centres urbains, la transition sera difficile. L'amorcer depuis un ancrage rural et par chance au sein de petites communautés locales paraît plus facile à concevoir. La ferveur pour le localisme se manifeste depuis plusieurs années et ne cesse de s'accroître. Il s'agit là d'un choix culturel plus ou moins affirmé. Il émane de ceux qui, désabusés par la gentrification des grandes villes, ou n'en supportant plus le rythme frénétique, ont préféré s'inscrire dans une démarche qualitative déjà prémonitoire de temps plus durs. À côté de ces autres qui, consciemment ou non, ont cherché à privilégier les valeurs de l'enracinement.

En Corse, le contexte sanitaire sans précédent, ouvre une des pages les plus émouvantes de notre histoire récente. Comme cela ne s'était plus produit depuis la seconde guerre mondiale, nos villages connaissent un regain d'affluence. Beaucoup de Corses sont remontés chez eux. Non seulement par peur ou pour se mettre à l'abri. Mais pour retourner au point originel de l'identification comme, à certains moments de la vie, on s'en remet à la puissance cosmique. Comme pour retrouver du sens, au plus profond des racines du passé qui nous a construits. Même si personne n'y aurait cru, même si le lien s'était distendu avec le temps.

Si le réflexe est à saluer, on y cherche vainement le complément, autrement dit ce qui faisait l'âme de nos villages. Et si la pandémie marque le ralentissement du temps économique, elle souligne d'autant le fossé culturel qui sépare la réalité d'autrefois de celle d'aujourd'hui. À l'image d'une société organisée, généreuse et fière de ses valeurs, facilement autosuffisante, se substitue celle d'un patrimoine local que l'on croirait en déshérence. Certes, l'état des lieux actuel fait pendant à une histoire complexe. Mais tout porte à croire que les nécessités du temps inverseront brutalement la tendance.

Dans la prochaine décennie, les politiques et mentalités politiques issues de l'Etat Providence n'auront plus cours, pas plus que les vecteurs d'argent public qui en découlaient. Ceux qui ne l'auront déjà compris en seront les premières victimes. Pour la Corse, en particulier, les effets de la pandémie n'iront pas sans bouleverser le statu quo ante bellum. Dans un avenir proche, l'île aura à payer un lourd tribut à sa situation de dépendance économique avec l'extérieur. D'autant plus que le concept d'économie des loisirs issu de l'après-guerre semble avoir fait son temps. Ni la planète, ni la Méditerranée, comme le soulignait brillamment l'historien britannique John Julius Norwich, n'avaient vocation à devenir des aires de divertissement.

Dans cet ordre d'idée, le choix d'un développement économique exogène de la décennie 70-80 et au-delà fut malencontreusement soutenu par une majorité d'insulaires. Aussi réducteur et consternant fut-il, on s'empressa de sacraliser le concept : Tourisme, levier majeur du développement. Il enferma pour longtemps le pays dans la dépendance à l'égard d'une industrie touristique dominante, assortie d'une politique de résidentialisation. Après un succès éphémère et, - à l'exception louable de petites structures familiales rurales pratiquant d'ailleurs la pluriactivité, de l'agritourisme voire de certains établissements accueillant une clientèle de proximité-, l'erreur est flagrante et le constat d'assujettis-

sement à l'économie des loisirs sans appel. Par la même occasion, il en surligne la vulnérabilité. Il n'y a pas lieu de s'étonner que la plupart des entreprises du tertiaire ou du BTP qui y sont agrégées de manière directe ou indirecte soient plongées aujourd'hui dans les affres de l'enfer. De toute évidence, il ne pouvait en être autrement. Nous voici donc arrivés au terme d'un processus, où nous voyons avec effroi le piège du tourisme se refermer sur l'économie insulaire, et hélas! notre valeureux monde entrepreneurial.

A la vitesse d'un virus, l'industrie des loisirs se transforma en modèle global par l'effet d'un système d'interdépendances économiques. Par conséquent, la remise en cause du modèle passe inévitablement par une prise de conscience globale. Sachant que, c'est précisément à l'épreuve des crises que le tourisme pêche par manque de sustainability bien qu'on persiste à lui en prêter le caractère. Bien qu'on lui prête encore l'épithète de culturel. Après Meadows, et plus pour se donner bonne conscience semble-t-il, des institutions internationales comme l'ONU ou l'UNESCO ont fait établir des rapports de premier ordre. Lesquels ont continué de prévenir de ce genre d'écueils. Par là même, ont été soulignés les risques conjoncturels qui, étant consubstantiels au tourisme, en dénotent la fragilité. Pour ne citer que les principaux : les crises financières, les facteurs politiques internationaux ou locaux, et ceux d'ordre climatiques, sanitaires, écologiques et environnementaux. L'actualité traduit on ne peut mieux cette réalité, fut-elle cruelle ou surprenante pour certains.

Devant l'évidence, l'état de grâce dont a bénéficié l'industrie touristique pendant trois décennies au moins commence à faiblir. Le voile se lève sur les dommages irréversibles occasionnés à l'environnement et à la qualité de vie des gens du cru. Au regard de l'exigence de standardisation qui est sa première loi. La question de la conservation du patrimoine matériel et immatériel qui forment l'âme d'un territoire se pose d'ailleurs face à l'afflux de populations. Celle de l'érosion des cultures locales également, dont l'authenticité s'efface avec la rapidité des mutations sociales qui se produisent. Folklorisation et banalisation s'installent, dès lors que l'on plante coûte que coûte un décor factice devant s'accorder à l'imaginaire d'une clientèle internationale elle-même conditionnée.

C'est toujours au nom du principe peu vertueux de croissance, que l'on a sacrifié les équilibres socio-écologiques et environnementaux, les modes de vie traditionnels. La pollution de l'air, de l'eau, et autres nuisances, problèmes importés ou résultant de la surconsommation sont légions, certes. Nous en avons le retour d'expérience des contrées proches, dont on constate qu'elles y ont laissé beaucoup de leur âme. Ces mêmes régions essaient vainement de faire machine arrière. Tant il se vérifie qu'après quelques mois d'agitation forcée, le silence glaçant de l'hiver fait place à la réalité consternante d'un *lost paradise*.

2. Feeding the locals

Dans le temps présent, les paramètres diffèrent, au regard des mutations cruciales qui s'inaugurent.

Compte tenu de l'augmentation de la population mondiale, la préoccupation de *Feeding the planet* ne date pas d'aujourd'hui. Elle devint un projet abouti en 2015 avec l'Exposition Universelle de Milan, reconnue comme un des événements majeurs du début du millénaire.

Dans le cas de la Corse, l'expérience de confinement temporaire et de dépendance avec l'extérieur décide aujourd'hui des nécessités. A la peur de manquer de produits de

base, s'associe l'obligation de s'affranchir du tout importé. Et pour contrebalancer ce déséquilibre, il faudrait faire de feeding the locals une priorité. En procurant autant d'autonomie alimentaire que nos ressources naturelles le permettent. Ce qui pointe plus durement du doigt l'urgence à changer nos modes de consommation. Tout est à faire très vite, en une heure assez grave, pour se tourner vers ce qui, pour d'aucuns, a le plus de sens, autrement dit les traditions socio-culturelles.

Si l'on regarde le passé, on peut dire que, par nécessité certes, l'autarcie alimentaire constitua l'animus et le corpus de notre ancienne société. Même dans les familles les plus aisées et non seulement par temps de disette. C'est toujours grâce aux cultures maraîchères de la basse vallée de la Gravona ou du Prunelli, notamment, que la population ajaccienne a trouvé à se nourrir.

Si l'époque ne connaissait pas la sophistication actuelle, elle savait tout de la noblesse qui était associée au geste de cultiver et de produire. Et en corollaire, le fait de s'alimenter avec peu mais avec le meilleur de notre agriculture vivrière. Les gens simples et souvent pauvres détenaient des trésors d'intelligence et de connaissances dans ce domaine. Pendant longtemps, des soupçons d'archaïsme ont dévalorisé notre société agropastorale auto-suffisante. Loin de nous l'ambition de vouloir revisiter l'histoire, dont nous voyons bien quelle pourrait aujourd'hui s'écrire différemment. Avec ses manières de faire et de concevoir la vie, le monde agropastoral méditerranéen a attesté d'un état avancé de civilisation.

Cela dit, des pans de culture ont vacillé devant l'injustice faite aux gens de la terre. Par le manque évident de fil conducteur, de transmission et de continuité. Mais plus grave encore par la déconsidération dont ils furent victimes sur le plan des valeurs. Par crainte ou suspicion peut-être, à l'égard du rapport culturel élaboré que ces hommes d'apparence rude entretenaient avec notre terre nourricière et le cosmos. En un temps où s'honorer à la travailler était porteur d'un sens philosophique tenant de la dignité biblique.

Certes, tout n'a pas disparu de notre inconscient collectif de méditerranéens. Il en émane encore assez d'essence pour inspirer de nouveaux courants de pensée ici et ailleurs. Nos anciennes mentalités frugales, parcimonieuses et fières de l'être sont saluées et reconnues dans le monde anglo-saxon notamment, par les tenants d'un nouveau luxe : le less is more

Pour un petit territoire insulaire comme la Corse, plus qu'ailleurs, remédier à la situation de dépendance ne sera pas simple. La conscience d'avoir à réviser le modèle actuel peinera à se frayer un chemin. De même que s'affranchir des systèmes rentiers sera une conquête de haute lutte. En dehors de quelques exceptions, comme les mentalités de travail nettement influencées par l'économie de service, les visions politiques ne semblent pas vraiment préparées à des changements drastiques. Pourtant le combat sera avant tout local. C'est en comptant sur l'œuvre du temps que se fera l'adaptation au nouvel ordre des choses. Mais aux prémices de cette course contre le temps, précisément, se profilent déjà des lendemains qui déchanteront.

3. Un choix de territoire résilient

Si l'on se donne mission de construire un avenir soutenable, c'est en dépassant les indicateurs habituels du développement du territoire. S'y acheminer signifie d'actionner le gouvernail des politiques publiques vers un mode de développement endogène et résilient.

De l'avis même d'Yves Cochet ancien ministre, éminent collapsologue, l'émergence d'un projet local novateur se décline avec les possibilités de créer de l'autosuffisance et de l'abondance via les ressources naturelles, qui dépassent le seul domaine alimentaire. Et ce, dans la perspective de pouvoir couvrir les services et besoins de base du pays, au cas où celui-ci serait brutalement confronté à des pénuries. Et bienheureux alors ceux qui auront la chance de vivre en résilience au sein de petites communautés locales ! Compte tenu des feedbacks dont nous disposons, tout projet émancipateur devrait débiter par un diagnostic du territoire. A partir de supports experts destinés à en analyser les forces et les faiblesses. Par comparaison entre les atouts évidents et les ressources exploitables d'un côté et les besoins réels de l'autre afin d'en compléter les chaînons manquants. Ce qui, pour accompagner les mutations, revient à mettre en synergie : ressources du pays réel et nécessités premières et pour le moins réelles.

Or s'il est un domaine qui appelle des corrections, c'est bien celui de la formation des hommes et plus encore des élites, un temps centrée sur l'économie de service. A l'opposé, une démarche innovante impliquerait d'orienter la jeunesse vers les filières prometteuses ou réservoirs d'emplois. Les sciences de la terre et de l'environnement, l'étude des stratégies de résilience s'imposent comme des priorités tout comme le droit environnemental. Et pour faire bouger les lignes, une fois encore, de faire concorder cursus professionnels et besoins circonscrits du territoire.

Force est d'y développer les filières les plus représentatives d'excellence et les réseaux d'ingénieries les plus performants : agronomie, environnement, hydrologie, écologie, architecture, techniques et matériaux traditionnels. En encourageant ces autres secteurs pointus relevant de la connaissance du patrimoine végétal. Des disciplines telles que la botanique ou la biodiversité dont la Corse est une réserve remarquable mériteraient d'être mise en lumière. En songeant d'ailleurs à promouvoir certains domaines dérivés, tels que l'herboristerie ou la phytothérapie dont les effets multiplicateurs sont légions. En ce sens, en Méditerranée, les connaissances ethnologiques de la nature sont d'un intérêt primordial ; autant que les techniques peu onéreuses de l'agroécologie ou la permaculture. Et pour l'essentiel, toutes les branches qui seraient susceptibles faire converger : ressources naturelles, autonomie énergétique, alimentation et santé.

Sur ce dernier point, nos anciens étaient bien plus avertis que nous autres. La prévention en matière de santé était une règle qu'ils appliquaient aux changements d'équinoxe. Sans attendre le phénomène de mode, la détox, en l'occurrence, pour ne citer que celle-ci, était pratiquée comme un rite. De même, la relation entre la production d'aliment et le rôle de la nourriture relevait de connaissances ancestrales.

A leur diététique ordinaire, ils avaient coutume d'associer des thérapies naturelles comme le thermalisme, à moindre coût d'ailleurs, ou des soins traditionnels par les végétaux. Il n'était pas rare de voir les plus initiés à comprendre l'univers s'essayer à des pratiques énergétiques ou de méditation qui, certes, ne portait pas son nom ; mais dont ils tiraient sans bourse délier de grands bienfaits.

6 Pour en revenir aux eaux thermales, l'exploitation du patrimoine à des fins proprement curatives, suppose d'acquérir les compétences scientifiques correspondantes. Les mettre à profit suppose également de sensibiliser l'opinion à la culture de base qui prédispose à l'usage. Ce qui faisait écrire au Docteur Pascal Zuccarelli, en 1931:

La Corse, a non pas une richesse, mais une véritable surabondance d'éléments thérapeutiques... Nul pays au monde ne peut, dans un espace aussi restreint, offrir aux malades des traitements, plus variés, plus divers, plus efficaces... Dans l'intérêt du pays autant que dans un but humanitaire, il est temps de signaler l'existence de ces trésors, de proclamer leurs vertus, d'étendre leur renommée.

Hélas, l'écho de cet ouvrage s'est évanoui dans le tourbillon de temps dits modernes... Malgré quelques tentatives, ce secteur providentiel par nature est resté improductif. La plupart de nos sources étant laissées à l'abandon. A commencer par l'une des plus prestigieuses, celle de Caldaniccia en Corse du Sud, jadis réputée pour traiter les maladies de peau et le psoriasis en particulier. Une fois tombé en désuétude, le site a été complètement dénaturé par l'implantation d'une zone industrielle.

En dépit d'une impression de gâchis et de wasted time, il n'y aura pas de futur soutenable, pour qui ne saura faire cas du passé. Cela nous rappelle que jusqu'à la fin du XIXème siècle notamment, l'île équilibrait sa balance commerciale. De même que la Sardaigne, la Corse est un territoire à forte vocation agricole. Et pour faire revivre cette autre Corse, on ne saurait compter sans nos mentalités traditionnelles. C'est dans le cœur même du savoir socioculturel qu'est le ressort d'un développement local durable.

Pour aller vers du concret, la stratégie des Plans Alimentaires Territoriaux sont un des meilleurs rouage d'une démarche autosuffisante pour accompagner des expériences intercommunales soutenables. Outre la reconquête de friches agricoles et arborifères publiques ou privées, ils mettent en synergie créativité, petite production locale, nourriture et santé. Nous disposons déjà de quelques exemples de réussites notables.

En plus de contribuer à retrouver les saveurs de l'aliment naturel, les PAT ont le mérite de peser sur l'opinion. En la sensibilisant à soutenir des projets d'envergure privés ou d'intérêt général. On peut donc en peut attendre beaucoup et le meilleur. Y compris de concourir à développer une agriculture maraichère et fruitière de qualité et à valoriser la tradition de conservation des semences d'espèces locales, qui sont le premier pas vers l'autosuffisance. De s'essayer à des techniques de culture simples, non agressives pour les sols. Telles que l'agroécologie ou la permaculture, respectueuses d'une biodiversité remarquable.

4. Une action publique communale concertée et renforcée

Depuis quelques années, ce débat autour de la résilience et l'autonomie alimentaire agite vivement la planète. Nos villages ne sauraient se tenir en dehors de ce mouvement d'ensemble. Et la gestion publique communale devra répondre à de fortes attentes dans ce domaine. Compte tenu de la diminution de leurs budgets, les collectivités locales ne pourront plus s'administrer comme par le passé.

A brève échéance, il faudra en repenser les objectifs pour répondre aux situations de catastrophes prévisibles. En faisant de la prévention des risques majeurs un axe fort, avec la sécurité, l'eau ou l'électricité. Le but étant de renforcer les bases de l'autonomie: alimentaire, énergétique et hydraulique.

Donc, en voyant plus loin, l'action publique elle-même ne pourra être à la hauteur des enjeux que si elle se veut plus audacieuse et étroitement concertée avec les habitants pour solutionner certaines questions cruciales. Allant du choix d'équipements ou d'infrastruc-

tures essentiels et résilients à la nécessaire sauvegarde des terres agricoles à partir de schémas d'aménagement exclusifs de la création de zones pavillonnaires.

Les communes ne manquent pas d'outils de mise en œuvre de leur action collective. Plans d'Évaluation des Risques Climatiques Majeurs, Associations foncières pastorales, Plans alimentaires, ou autres actions d'envergure de valorisation patrimoniale à mener par le biais associatif.

Dans la mesure du possible, les mairies devront porter leur réflexion sur la nécessité de produire de la richesse locale : la remise en état des réservoirs d'eau brute, des circuits d'irrigation avec le rétablissement des droits anciens y afférents, l'inventaire des sources ou des ressources en eau potable, l'incitation à constituer des réserves privées à partir de la récupération des eaux pluviales, la rénovation du bâti agropastoral à usage public.

Si le potentiel végétal n'est plus vraiment à répertorier, sa connaissance devient d'une importance capitale par la surabondance d'une flore endémique comestible ou curative. L'encouragement à amplifier des cultures herbacées de première nécessité comme le blé tendre ou dur, le maïs, l'orge, sera de mise. Voire le haricot ou les lentilles qui, d'ailleurs, font partie de la tradition agricole sarde. Il en va de même pour la reconstitution du patrimoine fruitier à partir d'espèces locales ou la sauvegarde d'arbres remarquables sauvages même, laissés à l'abandon.

Pour apprécier la valeur ajoutée, il s'agirait finalement d'évaluer la capacité productive des espaces, issue de l'usage ou d'un savoir ethnologique tenant à la mémoire des lieux et des habitants. Sans exclure l'aide d'un tutoring scientifique si besoin est pour répondre à moult interrogations : Que faut-il produire ? Où et comment le produire ?

Si grâce à des volontés politiques locales de gros efforts ont été entrepris pour la rénovation de la châtaigneraie, oliveraie, vigne notamment, d'autres espèces fruitières ou purement endémiques sont encore à protéger. Dans l'idée de reconstituer les vergers d'antan à partir du greffage, de redécouvrir le patrimoine arboricole constitué d'essences anciennes et elles étaient très nombreuses ; ou encore, d'autres productives de fruits sauvages susceptibles d'être consommées directement ou transformées. Sans être exhaustifs, on pense notamment à la protection du sureau très apprécié pour ses propriétés détoxifiantes, de l'arbousier, du sorbier.

Les politiques publiques à elles seules ne pourront pas tout pour donner un souffle nouveau à nos villages. Rien ne se fera encore si, nous-mêmes, ne réintégrons pas la vocation nourricière de la terre qui nous a vus naître et dont nous sommes les obligés. Et si nous ne nous donnons pas pour ambition de la faire revivre. Si l'engouement à produire ne reviendra pas seul, il pourrait s'organiser spontanément autour de la cellule familiale. En commençant par renouer avec l'émouvante tradition de l'ortu. Ce petit espace de proximité associant potager, verger et parfois même essences florales, sacralise la fonction productive.

De même, l'ortu répondait à une pratique culturelle d'indépendance de bout en bout. Semencière, d'abord, par la conservation et le troc de graines d'une année sur l'autre, fruitière ensuite pérennisée par la technique des greffes.

Dans le contexte actuel, les anciens, les plus rompus à travailler la terre en particulier, mériteraient plus d'écoute en raison d'un vécu non consumériste. Sans perdre de vue qu'ils seront les dernières personnes ressources à pouvoir transmettre l'essentiel de pratiques sociales civilisationnelles. Forts de l'appui de ces incontournables garants de la mémoire

locale, souhaitons que nos lieux de toujours puissent retrouver leur âme et leur part d'humanisme.

A l'image de la vie, ce chemin de dignité sera semé d'embûches. Mais n'avions-nous trop tôt perdu de vue que la condition humaine a connu pire? Certes, l'effort engagera plusieurs générations. Mais, c'est en relevant ce défi de l'essentiel que, dans le meilleur des cas, nous contribuerons à rendre le futur acceptable.

Devant le spectre des incertitudes, mais portés par la force de l'espérance, clamons d'une seule voix *All' alba vincerò* ! L'heure est à la gratitude envers la planète terre avec qui, tous, sommes en dette. L'heure est à la réconciliation avec notre terre nourricière de Corse qui, en laissant le temps au temps, pourrait devenir un Eldorado!